

# RD Congo/ Cour pénale internationale

## L'ex-chef de guerre Ntaganda "droguait des enfants soldats"

AFP  
La Haye/Pays-Bas

**L'ANCIEN** chef de guerre congolais Bosco Ntaganda a fourni de la drogue et de l'alcool à des enfants soldats avant de les envoyer assassiner ses ennemis en Ituri, dans l'est de la RDC, ont déclaré mercredi les représentants des victimes devant la Cour pénale internationale (CPI). L'ex-rebelle "était directement impliqué dans le recrutement de milliers d'enfants" qu'il a par la suite "utilisés pour participer, sous l'emprise de substances illicites et d'alcool" à des opérations visant "à tuer, violer et piller l'ennemi", a déclaré la représentante de 298 victimes, Sarah Pellet. L'accusation avait dressé mardi un tableau épou-

vantable des exactions présumées commises sous les ordres de Ntaganda en 2002-2003, à l'ouverture devant la CPI de la dernière phase de son procès. Surnommé "Terminator", Ntaganda doit répondre de 13 crimes de guerre et de cinq crimes contre l'humanité commis en Ituri, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), pour lesquels il a plaidé non coupable en septembre 2015. Il est accusé d'avoir commandité des meurtres, pillages et viols commis par ses troupes. Les déclarations finales se sont ouvertes mardi, près de trois ans après le début du procès de Ntaganda devant la CPI qui siège à La Haye, où l'ex-chef de guerre est détenu. Plus de 15 ans après les



Photo : AFP

Bosco Ntaganda, l'ex-chef de guerre congolais "droguait des enfants soldats".

faits, commis au cours d'un conflit qui a fait plus de 60.000 morts selon les ONG, les victimes attendent toujours que "justice soit rendue". "Il est temps pour les victimes de mettre le

passé derrière elles et d'avancer et construire un avenir", a poursuivi Mme Pellet. Ntaganda a joué un rôle central dans la planification des opérations de l'Union des patriotes

congolais et de son bras armé, les Forces patriotiques pour la libération du Congo (FPLC), a affirmé l'accusation mardi.

Le chef de guerre, aujourd'hui âgé de 44 ans, aurait donné les ordres, planifié et programmé les opérations, coordonné la logistique et fourni les armes à ses troupes. Devant ses juges, l'ex-chef rebelle veut se présenter comme un "être humain", a indiqué à l'AFP son avocat, le Canadien Stéphane Bourgon. "Il est prévu que M. Ntaganda fasse une déclaration non assermentée vers la fin des plaidoiries finales", a précisé Me Bourgon. Les audiences se tiendront jusqu'à jeudi mais les juges de la CPI pourraient ne pas rendre leur verdict avant des mois, voire des années.

### L'Afrique en bref

**Tchad-Niger : Le Royaume-Uni va ouvrir deux ambassades dans ces deux pays**



La Première ministre britannique, Theresa May, en tournée diplomatique en Afrique, a annoncé mercredi l'ouverture prochaine de deux ambassades au Tchad et au Niger, pour combattre "l'instabilité" dans "l'une des régions les plus fragiles" du continent.

**RDC: émois autour de la candidature d'un milicien condamné pour viols sur enfants**

La candidature d'un milicien, condamné à perpétuité pour des viols sur des fillettes, a été jugée recevable aux élections provinciales en République démocratique du Congo, suscitant la colère d'une ONG contre la commission électorale. "Son cas nous avait échappé. Des corrections sont en cours", a assuré cette même commission à l'AFP.

### A travers le monde

**France : Mobilisation pour l'otage Sophie Pétronin au Mali**



Sophie Pétronin est la dernière otage française dans le monde. Pour ne pas oublier Sophie Pétronin, humanitaire de 73 ans, un portrait géant a été érigé devant la Région Nouvelle-Aquitaine. L'otage française détenue depuis plus d'un an et demi au Mali souffre d'un cancer et de paludisme. D'après sa famille, son état se dégrade de jour en jour. Née à Bordeaux, Sophie Pétronin dirigeait depuis une vingtaine d'années au Mali une association d'aide aux enfants orphelins.

**Venezuela: Maduro poursuit sa thérapie de choc**

Le gouvernement poursuit ses expériences pour tenter de contenir l'effondrement de la monnaie locale. Il y a 10 jours, il avait inauguré le bolivar souverain, c'est l'ancien bolivar amputé de 5 zéros. Formule classique déjà éprouvée dans le passé sur le continent, mais qui ne change rien en l'occurrence. S'il y a 10 jours, il fallait 60 de ces nouveaux bolivars pour obtenir un dollar, ce mercredi matin c'est 86 bolivars. La monnaie ne cesse de se dévaluer.

## Birmanie/ Minorités

# La Birmanie rejette le rapport de l'ONU accusant son armée de "génocide"

AFP  
Rangoun/ Birmanie

**LA** Birmanie a rejeté mercredi le rapport des enquêteurs de l'ONU accusant son armée de "génocide" à l'encontre des musulmans rohingyas, défiant la communauté internationale au lendemain d'une réunion du Conseil de sécurité marqué par un vibrant plaidoyer de l'actrice Cate Blanchett. Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, y ont soutenu l'idée de poursuites judiciaires internationales contre les responsables militaires birmans, après la publication lundi du rapport du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU. "J'ai entendu les récits déchirants, les récits de torture, de femmes brutalement violées, de personnes dont les proches ont été tués sous leurs yeux. Des enfants qui ont vu leurs grands-parents enfermés dans des maisons ensuite incendiées", a déclaré, devant le Conseil de sécurité de l'ONU à New York, l'actrice australienne Cate Blanchett, ambassadrice de bonne volonté du Haut commissariat aux réfugiés qui s'est rendue dans la région en mars. Le gouvernement birman, par la voix de son porte-parole Zaw Htay, a lui ré-

pondu ne "pas avoir autorisé la MEF (Mission d'établissement des faits de l'ONU) à entrer en Birmanie".

"C'est pourquoi nous n'acceptons aucune résolution du Conseil des droits de l'Homme", a-t-il poursuivi, dans des propos publiés mercredi par le journal officiel Global New Light of Myanmar. Le porte-parole a alors appelé à la création d'une "Commission d'enquête indépendante" par la Birmanie pour répondre aux "fausses allégations des agences de l'ONU". Selon les enquêteurs de l'ONU, les principaux généraux de Birmanie, y compris le chef de l'armée, Min Aung Hlaing, devraient faire l'objet de poursuites internationales pour "génocide" contre les Rohingyas, dont plus de 700.000 ont fui au Bangladesh après une offensive de l'armée birmane en août 2017 lancée en représailles d'attaques de rebelles rohingyas. Le gouvernement civil de la Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi s'accroche donc à la ligne qui a été la sienne depuis août 2017: défendre les militaires, force politique puissante avec laquelle l'ancienne dissidente tente de composer depuis son arrivée au pouvoir début 2016. Aung San Suu Kyi elle-même s'est abstenue

jusqu'ici de tout commentaire sur le rapport des experts de l'ONU publié lundi, qui déplore qu'elle n'ait pas utilisé son "autorité morale" dans la crise et que son gouvernement ait nié tout problème et empêché l'enquête de l'ONU. Le Conseil de sécurité est néanmoins resté vague sur la suite à donner aux accusations de "génocide" de ce rapport onusien. Dans leur rapport, les experts de l'ONU appellent le Conseil de sécurité à saisir la Cour pénale internationale par le biais d'une résolution ou à créer un tribunal international ad hoc, comme pour le Rwanda ou l'ex-Yougoslavie. Mais la probabilité d'une résolution sur le "génocide" rohingya est faible, la Chine et la Russie risquant d'y mettre un veto. "Les faits de nettoyage ethnique contre les Rohingyas doivent être décrits et entendus", a cependant insisté l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley. Le porte-parole du gouvernement birman, Zaw Htay, s'est également insurgé contre la décision de Facebook - critiqué par les enquêteurs de l'ONU pour avoir permis la propagation de discours haineux - de fermer la page du général Min Aung Hlaing, pour "violations des droits de l'homme". Zaw Htay a estimé que

cette décision du géant américain nuisait aux efforts du gouvernement birman pour promouvoir la "réconciliation nationale". A New York, l'ambassadeur birman auprès de l'ONU, Hau Do Suan, a lui aussi rejeté les conclusions du rapport onusien

et mis en cause l'impartialité des enquêteurs. "Le moment choisi pour rendre public de manière hâtive ce rapport à la veille de la réunion du Conseil de sécurité soulève de sérieuses questions", alors que le document était attendu le 18 septembre, a-t-il relevé.

**C'est arrivé... il verse 10.000 euros à son ex-femme... en petite monnaie**

**UN** Indonésien condamné dans une procédure de divorce à verser à son ex-épouse l'équivalent d'environ 10.000 euros (environ 6,5 millions de francs) a payé la somme en petite monnaie dans 13 sacs en toile d'un poids total de 890 kilos. Dwi Susilarto est arrivé au tribunal dans le centre de l'île de Java avec une petite camionnette contenant la cargaison de monnaie, et avec l'aide d'une brouette et de deux amis, ils ont fait plusieurs voyages entre le parking et la salle d'audience, a raconté vendredi son avocat. Le litige portait sur le montant du dédommagement incluant la pension alimentaire à verser au bout de neuf ans de séparation du couple qui a deux enfants. Susilarto avait été condamné en première instance à verser 43 millions de roupies (2.590 euros), mais son ex-femme, Hemi Setyowati, a fait appel et obtenu finalement de 178 millions de roupies (10.730 euros). Mécontent de la décision, l'ex-mari a décidé de lui verser 153 millions de roupies (9.220 euros) en pièces de 1.000 roupies (0,06 centime d'euro) et le reste en billets - toutes les coupures existantes en roupies. Au tribunal, l'homme a failli en venir aux mains avec l'avocat de son ex-épouse qui a refusé de compter cette montagne de monnaie, accusant Susilarto d'avoir ainsi délibérément humilié son ex-femme.

**... à Solo (Indonésie)**

Photo : AFP/ L'Union